Extrait du Association pour l'Économie Distributive
http://www.economiedistributive.fr/Revenu-de-base

Revenu de base

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1986 - N° 849 - octobre 1986 -

Date de mise en ligne : mardi 1er avril 2008
Date de parution : octobre 1986

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

A l'initiative de Philippe Van Parijs, coordinateur du collectif Charles Fourier, la premiÃ¨re confÃ©rence internationale sur le revenu de base, ou allocation universelle, s'est tenue, en anglais, Ã l'UniversitÃ© Catholique de Louvain-la-Neuve, du 4 au 6 septembre derniers.

Les 70 (et quelques...) personnes qui y participaient ; venues de 14 pays d'Europe, avaient toutes dÃ©jÃ publiÃ© des travaux sur le revenu garanti pour tous. Cette convergence est, en soi, une excellente nouvelle : la preuve que l'idÃ©e est enfin rÃ©pandue, et que, puisqu'elle est dans l'air, on va de plus en plus en parler...

Et on en a beaucoup parlÃ© au cours de ce congrÃ¨s... tellement que je ne peux pas rapporter toutes les choses intÃ©ressantes qui ont Ã©tÃ© dites au cours des quelque 70 exposÃ©s, sans compter les conversations de couloir. Je vais donc me contenter, pour commencer, d'en indiquer quelques points marquants. Nous reviendrons plus tard et plus en dÃ©tails sur certains exposÃ©s : ils ouvriront ou nourriront des dÃ©bats dans ces colonnes.

***

Voici en quels termes le collectif Charles Fourier prÃ©sentait, en Mars 1984, l'allocation universelle :
« Supprimez les indemnitÃ©s de chÃ´mage, les pensions lÃ©gales, le minimex, les allocations familiales, les abattements de crÃ©dits d'impÃ´ts pour personnes Ã charge, les bourses d'Ã©tudes, les, cadres spÃ©ciaux temporaires et les troisiÃ¨mes circuits de travail, l'aide de l'Etat aux entreprises en difficultÃ©. Mais versez Ã chaque citoyen une somme suffisante pour couvrir les besoins fondamentaux d'un individu vivant seul. Versez-la lui qu'il travaille ou qu'il ne travaille pas, qu'il soit pauvre ou qu'il soit riche, qu'il habite seul, avec sa famille, en concubinage ou en communautÃ©, qu'il ait ou non travaillÃ© dans le passÃ©. Ne modulez le montant versÃ© qu'en fonction de l'Ã¢ge et du degrÃ© (Ã©ventuel) d'invaliditÃ©. Et financez l'ensemble par un ImpÃ´t progressif sur les autres revenus de chaque Individu.

ParallÃ¨lement, dÃ©rÃ©gulez le marchÃ© du travail. Abolissez toute lÃ©gislation imposant un salaire minimum ou une durÃ©e maximum de travail. Ã‰liminez tous les obstacles administratifs au travail Ã temps partiel. Abaissez l'Ã¢ge auquel prend fin la scolaritÃ© obligatoire. Supprimez l'obligation de prendre sa retraite Ã un Ã¢ge dÃ©terminÃ©.

Faites tout cela. Et puis observez ce qui se passe. Demandez-vous, en particulier, ce qu'il advient du travail, de son contenu et de ses techniques, des relations humaines qui l'encadrent ».

D'un exposÃ© prÃ©liminaire de synthÃ¨se fait, en ouverture de CongrÃ¨s, par Philippe Van Parijs, Professeur de Philosophie et d'Ã‰conomie Ã l'UniversitÃ© de Louvain-la-Neuve, exposÃ© destinÃ© Ã cerner les dÃ©bats, il semblait ressortir que nous Ã©tions tous Ã peu prÃ¨s d'accord sur l'attribution de l'allocation universelle, mais qu'une question Ã©tait Ã discuter : cette allocation pouvait-elle Ãªtre versÃ©e aussi Ã quelqu'un qui refuserait absolument et dÃ©finitivement de travailler ?
L'introduction faite ensuite par Gabriel FragniÃ¨re, Directeur du Centre EuropÃ©en pour le Travail et la SociÃ©tÃ©, Ã Maastricht (Pays-Bas) Ã©tait un effort remarquable pour Ã©lever les dÃ©bats : « Beaucoup d'arguments avancÃ©s en faveur du revenu de base, dit-il, le prÃ©sentent comme une extension, ou une gÃ©nÃ©ralisation des systÃ¨mes de sÃ©curitÃ© sociale tels qu'ils existent dans les diffÃ©rents pays... la discussion est ainsi liÃ©e Ã l'Ã©chec actuel de ces systÃ¨mes et de faÃ§on gÃ©nÃ©rale Ã la crise de l'Etat-Providence. Et le revenu de base apparaÃ®t comme une faÃ§on

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

d'aider le systÃ¨me Ã survivre... C'est pour cela que la question a surtout Ã©tÃ© dÃ©battue par des techniciens responsables de la sÃ©curitÃ© sociale. Il est cependant important de noter la croissance rapide du nombre d'Ã©conomistes en gÃ©nÃ©ral, aussi bien que de philosophes (mais est-ce diffÃ©rent, se demanda-t-il ?) qui entrent dans le dÃ©bat. Or, cette croissance ne peut continuer que si les problÃ¨mes de valeur et de politique sont pleinement posÃ©s : ce qui est en question, ce n'est pas de trouver un meilleur systÃ¨me pour garantir des revenus Ã ceux qui ont du mal Ã en trouver, mais de redÃ©couvrir la valeur rÃ©elle de la crÃ©ation de richesses et comment le droit de tous les Ãªtres humains d'avoir leur part de ces richesses peut Ãªtre garanti ». AprÃ¨s une excellente analyse de l'Ã©volution du travail « qui n'est plus dÃ©sormais une action individuelle mais une participation au processus global, organisÃ©, de la production des biens ». Le travail se trouve donc directement liÃ© Ã ce processus alors qu'il n'est plus qu'indirectement liÃ© (par le salaire) Ã la survie et au confort du travailleur et de sa famille : « L'idÃ©e de valeur du travail, action considÃ©rÃ©e comme spÃ©cifiquement humaine, a Ã©tÃ© remplacÃ©e par la valeur du revenu de l'emploi ; la valeur du travail n'est plus ce que l'homme fait... mais ce qu'il gagne » ! Or, dans le travail il y a plus que le revenu : « avoir un emploi est une valeur sociale, une espÃ¨ce de manifestation sociale de l'individu et ceci, indÃ©pendamment du rapport financier qui y est attachÃ©. C'est ce qui justifie les politiques de plein emploi suivies par la plupart de nos gouvernements : les besoins de revenus et le besoin d'Ãªtre socialement reconnu Ã©taient satisfaits en mÃªme temps. Mais nous savons depuis la crise et notre prise de conscience des changements qui affectent ce qu'on appelle nos sociÃ©tÃ©s post-industrielles, que ceci n'est plus possible parce qu'il n'est plus nÃ©cessaire que tant de gens interviennent dans les processus de production... nous redÃ©couvrons la valeur fondamentale qui consiste Ã faire quelque chose que nous aimons, parce que nous y trouvons une valeur en soi, comme un artiste, ou parce que nous y voyons la valeur sociale de notre effort ».

Et la conclusion de G. FragniÃ¨re fut claire « Aujourd'hui, en dissociant la production du partage des richesses, il faut Ã©tablir un nouveau systÃ¨me pour garantir le pouvoir d'achat. Il n'est pas seulement question de trouver une meilleure faÃ§on de calculer le budget de l'Ã‰tat oÃ¹ les coûts sociaux, mais de l'Ã©tique d'une politique d'ouverture et de solidaritÃ© qui est rendue possible par nos nouvelles capacitÃ©s de dÃ©veloppement et de crÃ©ation de richesses pour tous... La crÃ©ation en Europe d'une CommunautÃ© de plus de 320 millions de citoyens est l'occasion d'un renouveau social et politique qu'il ne faut pas manquer ».

***

HÃ©las, les interventions qui suivirent ne furent pas toutes au mÃªme diapason. Certaines s'attachÃ¨rent Ã montrer que le revenu de base Ã©tant essentiel pour la crÃ©ation d'emplois, d'autres que ce serait le meilleur stimulant pour les petites entreprises. Des Ã©tudes trÃ¨s sÃ©rieuses prÃ©sentÃ©es sur les propositions faites dans les divers pays d'Europe, il est ressorti que le revenu de base a Ã©tÃ© dÃ©fendu par des gens de droite, comme le moyen d'amÃ©liorer le systÃ¨me de sÃ©curitÃ© sociale, de rendre supportables l'existence de groupes dÃ©savantagÃ©s, du supprimer, avec le piÃ¨ge de la pauvretÃ©, l'incitation au travail « au noir » et enfin, d'encourager les emplois mal payÃ©s. « En pÃ©riode d'Ã¢pre compÃ©tition pour la recherche d'un emploi, il pourrait Ãªtre intÃ©ressant d'aider ceux qui sont volontaires pour se retirer de la course ».

Mais l'assemblÃ©e de Louvain-la-Neuve Ã©tait surtout faite de gens de gauche, bien rÃ´dÃ©s Ã la dÃ©monstration des avantages humains d'un revenu assurÃ© Ã tous. Ann Miller, fondatrice du groupe de recherche pour le revenu de base Ã Edimbourg analysera tout l'intÃ©rÃªt que reprÃ©sente pour les femmes l'assurance de leur indÃ©pedance Ã©conomique et fustigea les mouvements fÃ©ministes qui se contentent comme devise de « Ã©galitÃ© de paie et de conditions, et le plein emploi pour tous ». Cette « solution » du plein emploi pour, Ã la fois, les hommes et les femmes, remarque Ann Miller, oublie certaines dures vÃ©ritÃ©s... Il faudrait d'abord dÃ©finir le plein emploi et savoir s'il est Ã nouveau possible comme au cours des annÃ©es 50 et 60 ! Les femmes ne semblent pas comprendre, dit Ann Miller, le rÃ´le potentiel d'un revenu assurÃ©, en tant que fondement d'une foule de possibilitÃ©s dans une Ã©conomie alternative.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

***

Le point a Ã©tÃ© fait, pour chacun des pays reprÃ©sentÃ©s, de la situation et de l'Ã©clat des dÃ©bats sur la garantie d'un revenu de base pour tous.
Autres exposÃ©s intÃ©ressants : les tentatives pour en chiffrer le coût, dans diffÃ©rents pays. Et nous abordons lÃ la question cruciale : comment financer un revenu dÃ©cent pour tous ? Tous les autres intervenants ne conÃ§oivent ce financement que sous la forme d'une redistribution : l'argent doit Ãªtre prÃ©lÃ©vÃ© par des impÃ´ts, impÃ´ts seulement sur les entreprises et les capitaux pour certains, impÃ´ts Ã©galement sur les salaires pour les autres. Le montant du revenu garanti, dans ces conditions, ne peut Ãªtre que le minimum de survie. D'ailleurs quelqu'un a judicieusement fait remarquer que les dÃ©bats s'enveniment toujours dÃ¨s que cette question du montant est abordÃ©e...!
J'ai eu deux occasions de montrer l'avantage d'une vÃ©ritable distribution du pouvoir d'achat. Au cours de mon intervention au congrÃ¨s sous le titre « le revenu garanti en tant qu'hÃ©ritage* » et surtout au cours de la confÃ©rence du soir, en FranÃ§ais, « Aux origines de l'idÃ©e d'allocation universelle en France : l'Ã©conomie distributive ». Ce fut le moment de situer l'Ã©conomie distributive face aux redistributeurs qui oublient que nous avons dÃ©sormais les moyens de pourvoir Paul sans enlever Ã Pierre. Ce fut aussi l'occasion de rÃ©pondre aux questions posÃ©es par un public venu nombreux* (plus encore qu'au CongrÃ¨s lui-mÃªme) Ã cette confÃ©rence, fort bien organisÃ©e par le Collectif Charles Fourier qui en avait pris l'initiative.

***

Le dernier jour du CongrÃ¨s, il a Ã©tÃ© dÃ©cidÃ© de crÃ©er un mouvement europÃ©en afin de maintenir le lien entre tous les participants et d'organiser le travail autour de l'allocation universelle en Europe. Un siÃ¨ge social et des moyens sont attendus du Centre EuropÃ©en pour le Travail et la SociÃ©tÃ©.
Ce mouvement a reÃ§u pour nom : BIEN c'est-Ã -dire « Basic Income European Network ». La Grande RelÃ¨ve s'est offerte pour en publier rÃ©guliÃ¨rement des nouvelles : nos lecteurs ne seront donc pas Ã©tonnÃ©s s'ils dÃ©couvrent dans nos colonnes une « Neswsletter » du BIEN, en Anglais. Nous nous efforcerons de la traduire pour eux.

***

*« Basic income as an inheritance », le texte est disponible au journal pour les lecteurs qui voudraient l'utiliser.

**Merci aux amis Belges venus de LiÃ¨ge pour cette soirÃ©e qui se termina trÃ¨s tard.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive